



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction des Libertés Publiques

## ARRÊTÉ

N° 2016-DLP/BUPE- 170 du 21 JUIL. 2016

**mettant en demeure la société SFTR à Montois-la-Montagne de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2009 dans les délais de six mois et de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**

LE PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-3, L. 514-5 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté DCTAJ n°2016-A-01 du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCTAJ n°2016-A-79 du 5 juillet 2016 désignant Monsieur Thierry BONNET, sous-préfet de l'arrondissement de Thionville pour assurer la suppléance du Secrétaire Général de la Moselle du samedi 9 juillet au samedi 30 juillet 2016 inclus ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009- DEDD/IC-2 en date du 6 janvier 2009 autorisant la société SITA FD à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'à exploiter une installation de traitement de lixiviats provenant de l'extérieur sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-199 en date du 8 octobre 2009 autorisant la société SFTR à reprendre l'exploitation de l'installation du centre de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire des communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 6 juillet 2016 transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant réalise régulièrement des enregistrements des hauteurs de lixiviats dans les alvéoles ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 26 avril 2016, l'Inspection des installations classées a constaté des hauteurs de lixiviats importantes dans les alvéoles, notamment :

- 3,7 mètres au fond de l'alvéole n°6 de Montois I au mois de février ;
- entre 1,4 et 2,61 mètres au fond de l'alvéole n°5 de Montois I entre janvier et février 2016 ;
- plus de 2,25 m au mois d'avril 2016 au fond des alvéoles 10, 11, 12, 17, 18 et 19 de Montois II ;
- 10,95 m au fond de l'alvéole n°11 de Montois II ;

- 0,4 m au fond de l'alvéole n°1 de Montois III ;

**Considérant** que des hauteurs de lixiviat mesurées par l'exploitant dépassent les charges hydrauliques maximales de 1 m en fond des alvéoles de Montois I et de Montois II et de 0,3 m en fond des alvéoles de Montois III ;

**Considérant** que la campagne annuelle d'analyses sur les rejets à l'atmosphère du dispositif « flot tombant » réalisée les 23 et 24 mai 2016 montre des dépassements des valeurs limites pour les paramètres NO<sub>x</sub> et SO<sub>2</sub> ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SFTR de respecter les dispositions des articles 18 et 35.2 de l'arrêté préfectoral n°2009- DEDD/IC-2 en date du 6 janvier 2009 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société SFTR, dont le siège social est situé ZI chemin des marais à Saint-Brice-Courcelles (51), est mise en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux sise sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande, de respecter les prescriptions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral n°2009- DEDD/IC-2 en date du 6 janvier 2009 concernant l'installation de drainage et de collecte des lixiviats dans un délai de 6 mois :

*« A l'exception des anciennes parties A et B de Montois II et de Montois I pour lesquelles il est admis une charge hydraulique maximale de 1 mètre en fond des alvéoles, l'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier. Pour Montois III, l'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains ».*

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2** : La société SFTR, dont le siège social est situé ZI chemin des marais à Saint-Brice-Courcelles (51), est mise en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux sise sur les communes de Montois-la-Montagne et Moyeuvre-Grande, de respecter les prescriptions de l'article 35.2 de l'arrêté préfectoral n°2009- DEDD/IC-2 en date du 6 janvier 2009 concernant les valeurs à ne pas dépasser des rejets à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats dans un délai de 3 mois :

*« Les rejets à l'atmosphère de l'unité de traitement des lixiviats ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes, exprimées sur gaz sec pour une teneur en oxygène de 11 % : »*

Paramètres	Valeurs limites en mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières totales	10
CO	150
COV non méthaniques	20
SO <sub>2</sub>	150
NO <sub>x</sub>	50
H <sub>2</sub> S	15
NH <sub>3</sub>	50

**Article 3 :** Dans le cas où les obligations des articles 1er et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.178-1 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Strasbourg, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même Code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 5 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SFTR.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, aux maires de Montois-la-Montagne et de Moyeuvre-Grande, où est implantée la société.

Metz, le

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet de Thionville,



Thierry BONNET

